

UNE CRISE GLOBALE, UNE CRISE DE CIVILISATION

La crise du capitalisme mondialisé est désormais une crise globale, une crise de civilisation dont l'issue est incertaine. A la fois mise en lumière et aggravée par la crise financière ouverte en 2007/2008, elle revêt plusieurs dimensions économique-sociales, démocratiques, idéologiques, géopolitiques, écologiques... et donne lieu à une fuite en avant des classes dominantes.

La crise économique et financière a des conséquences sociales dramatiques pour des millions de salarié-e-s mis-e-s au chômage, soumis-e-s à la pression de la précarité et à une forte dégradation des conditions de travail, et toutes et tous mis-e-s en concurrence par la jungle néo-libérale. Le néo-libéralisme est contesté dans ses fondements par les peuples et une foison de nouveaux mouvements sociaux, mais garde l'avantage, malgré des contradictions de plus en plus fortes.

Sous l'effet des politiques néo-libérales imposées par la droite et relayées par le social-libéralisme, l'aggravation continue des inégalités sociales depuis la fin des « Trente glorieuses » a pour effet d'entretenir en permanence les éléments d'une crise de surproduction.

Mais la crise ne saurait en aucun cas se réduire à cette seule dimension. La crise est aussi une crise écologique

majeure, largement révélée par la crise climatique et le réchauffement de la planète - dont le diagnostic n'est plus contesté aujourd'hui que par les multinationales et leurs relais politiques et scientifiques - une crise d'un système de la catastrophe, comme à Fukushima et aux effets parfois déjà irréversibles. La crise écologique est multiforme et généralisée, de l'effondrement de la biodiversité à la menace nucléaire en passant notamment par la déforestation, la crise alimentaire, la crise du modèle productiviste agricole, l'artificialisation croissante des sols, l'extractivisme, les pollutions, l'accumulation de déchets plastiques et autres jusqu'à former un « 7ème continent », sans oublier l'intensification exponentielle des champs et les rayonnements électromagnétiques.

Aux pollutions radioactives chimiques et nanotechnologiques croissantes, mais invisibles, de l'air, de l'eau, des sols, le « capitalisme du désastre » - adossé à un scientisme meurtrier qui fétichise « la » recherche sans jamais préciser laquelle ni au bénéfice de qui - prétend répondre par des dispositifs de « mesures », de « protection », de prétendue dépollution, et par une médecine high tech pour les privilégiés, tout en exigeant de breveter intégralement le vivant.

La crise est également une crise démocratique profonde, exprimée à travers une démocratie représentative à bout de souffle, une abstention électorale grandissante et un rejet massif du système politique et de sa représentation, synonyme de professionnalisation et de carriérisme, de cynisme, de domination des oligarchies, et de corruption à toutes les échelles résultant des liens de plus en plus étroits entre les bourgeoisies financières et les élites politiques et médiatiques.

C'est l'un des aspects de ce qu'expriment avec force les Indignés, comme l'exprimaient les révolutions arabes dans leur première phase. C'est enfin ce qui se manifeste au travers des aspirations plus nombreuses à la démocratie active et à l'autogestion, dans la cité comme dans l'entreprise.

D'un point de vue idéologique, les classes dominantes accentuent la répression contre les mouvements sociaux et toutes les formes de contestation de l'ordre établi. Elles n'hésitent pas à désigner des boucs émissaires parmi les couches populaires les plus défavorisées pour justifier leur remise en cause des politiques sociales. Elles utilisent l'idéologie raciste, identitaire et xénophobe pour maintenir leur domination. Enfin, la crise est géostratégique: la montée en puissance des pays dits « émergents » est pour les sociétés du Nord le début de la fin d'une hégémonie de cinq siècles, faite pour partie de pillage et de domination coloniale, la mise en cause partielle de celle-ci au XX^e ayant été récemment prolongée par le processus commencé des révolutions arabes. Pour autant, l'hégémonie militaire états-unienne perdure malgré l'émergence d'un monde multi-polaire.

C'est donc à une crise systémique, une crise globale et multiforme que l'humanité est confrontée: une crise de civilisation, disions-nous lors de notre congrès de novembre 2010 et de son prolongement en juin 2011.

Rien de ce qu'il s'est produit dans la dernière période à l'échelle mondiale ne vient infirmer ce point de vue: au contraire, la crise s'approfondit. Ce à quoi nous assistons, c'est à une crise de civilisation à la fois sociale, culturelle et technique, à un rythme accéléré, sans précédent dans l'histoire planétaire.

Le désastre de Fukushima révèle dans toute sa brutalité qu'une poignée de dirigeants politiques et de transnationales sont prêts à sacrifier sciemment la population de tout un territoire, et en particulier les plus jeunes, à la lucrative poursuite de leurs activités.

Du côté des dominé-e-s l'émergence d'un projet alternatif n'apparaît pas clairement. La bourgeoisie et son personnel politique pour leur part, entendent prolonger et approfondir l'offensive néo-libérale en faisant payer la crise par les peuples, comme on le voit à l'échelle de l'UE au travers du TSCG. Ce faisant, dans une spirale infernale, elle aggrave davantage encore les inégalités, détruit plus encore les acquis sociaux, réduit les marges budgétaires et les rentrées fiscales et alimente quasi-mécaniquement la récession dans un nombre croissant de pays du centre comme de la périphérie, les pays dits « émergents » eux-mêmes étant menacés après leur croissance vertigineuse. Partout l'argument de la crise économique permet aux dominants de nier le caractère crucial de la crise écologique et des alternatives que les limites matérielles et biologiques de la planète imposent, sauf à basculer dans une barbarie d'ordre technologique.

De manière complémentaire et indispensable pour dresser les peuples les uns contre les autres, et à l'échelle de chaque pays une partie des couches populaires contre une autre, la bourgeoisie et ses idéologues, y compris ceux venus de la gauche en particulier en Europe et en France, tiennent un discours qui ne les distinguent plus guère de l'extrême droite:

. ils utilisent sous couvert de guerre de civilisation et de défense de la laïcité ou des droits des femmes le poison du racisme et en particulier la stigmatisation d'une partie, souvent la plus déshéritée, des couches populaires, à travers l'épouvantail islamiste;

. il en va de même pour la menace, toujours agitée, que ferait peser l'immigration;
. les pouvoirs en place restreignent les libertés et mettent en place partout un Etat autoritaire et une idéologie sécuritaire aux relents parfois fascistes, seulement atténués par les sociaux-libéraux quand ceux-ci succèdent aux partis bourgeois à la tête de l'État.

A la crise écologique majeure aucune réponse sérieuse n'est apportée à l'échelle mondiale, comme l'ont illustré les résultats catastrophiques des conférences de Copenhague en 2009 ou davantage encore celle de Rio en 2012, vampirisée par les multinationales avec la caution regrettable de l'ONU: une aile de la bourgeoisie et une partie de son personnel politique a le « capitalisme vert » comme réponse. Mais celui-ci ne remet en rien en cause l'idéologie de la croissance infinie, et n'ouvre pas davantage la perspective d'une société solidaire. Combiné à la fuite en avant néo-libérale, aux politiques d'austérité et au refus, de fait, de toute régulation économique, le « green washing » n'est qu'un écran de fumée.

A la crise démocratique profonde ne répond que le spectacle politicien ordinaire, la difficulté de plus en plus grande de discerner ce qui différencie les forces politiques institutionnelles de la droite et du social-libéralisme dans leurs pratiques comme dans les politiques menées.

La pression de la « troïka » en 2011 et 2012 pour imposer à l'échelle de l'UE des gouvernements technocratiques ultra libéraux liés/aux milieux de la finance et de la spéculation, auxquels s'associent politiciens de droite, d'extrême-droite et du social-libéralisme, comme on l'a vu en Grèce, révèle que se poursuit la crise de la politique et de sa représentation. En progression, y compris dans une partie des couches populaires, l'extrême droite tente de se poser en alternative, particulièrement en Europe où elle pèse idéologiquement sur l'ensemble du champ politique.

Quant aux réponses réactionnaires à la crise géo-stratégique, elles se déploient sous nos yeux: c'est le sens de la montée en puissance combinée des campagnes de presse islamophobes et racistes; encore et toujours le choc des civilisations dans de nouvelles expressions au gré de l'actualité et des soubresauts de la crise mondiale. La menace brandie par les républicains américains d'un retour à une politique états-unienne plus agressive, relève de cette dimension géo-stratégique de la crise mondiale. Cette crise systémique globale est porteuse de tous les dangers, y compris d'un risque de guerres de grande ampleur au delà des conflits de « basse intensité » auxquels les opinions publiques se sont trop vite accoutumées. Constituent autant de signes d'alerte les bruits de bottes au Proche et Moyen Orient et les menaces d'intervention contre l'Iran, les tensions en mer de Chine sur fond de fièvre nationaliste en Chine comme au Japon, la tentation de la prolifération des armes nucléaires, en particulier en Asie du sud, mais aussi au proche et Moyen Orient. La bataille pour la paix reste un enjeu majeur pour l'humanité. Les Alternatifs seront des combats pour la sortie de l'OTAN et pour le désarmement nucléaire unilatéral de la France.

Les puissances atomiques historiques persistent à refuser de respecter leurs engagements internationaux en matière de désarmement effectif. A cet égard, la banalisation, depuis les explosions de Fukushima, des dispersions de radioactivité, systématiquement présentées comme anodines, jointe aux multiples travaux sur la miniaturisation des charges atomiques, constituent autant de signes inquiétants, dans un contexte où des armes climatiques et de géo-ingénierie se sont ajoutées à la panoplie bactériologique et chimique, et où les conséquences écologiques des guerres sont de plus en plus dévastatrices et pérennes, restreignant l'accès à des terres nourricières qui ne sont pas extensibles et sont déjà la proie de multiples conflits d'usage.

Tandis que l'Amérique latino-indienne demeure au coeur des mobilisations, des pratiques de démocratie active et d'autogestion qui dessinent les contours d'une alternative, le retard d'élaboration d'un projet alternatif se fait sentir particulièrement en Europe où l'altermondialisme marque le pas mais où, au sud du continent le plus durement touché par les politiques de régression sociale . et à proximité du « monde arabe », les mobilisations se multiplient. Pour l'ensemble des dominée-s, ces mobilisations représentent un espoir et un point d'appui, elles ne dessinent pas encore une alternative.

Une crise de civilisation ne se résout ni par des aménagements prudents ni par des chimères telles que le capitalisme coopératif, pas plus que par le fumeux capitalisme vert. Ces orientations sont celles du social-libéralisme et de l'écologie modérée: déjà condamnées par la nature même de la crise, elles ne font guère illusion mais alimentent le sentiment d'impuissance, la colère et le désarroi. Ces orientations préparent le terrain du retour au pouvoir de la droite et à l'extrême-droite sous des formes diverses.

Se hisser au niveau nécessaire que pose une crise historique d'une ampleur inédite, exige l'élaboration d'un projet alternatif intégrant pleinement sa dimension multiforme l'exigence d'une alternative aux bureaucratisations et au~ échecs des révolutions anticapitalistes du siècle passé, le caractère incontournable de l'approche écologique, la préservation du bien commun, la gratuité des services publics, la pleine intégration de la dimension féministe, la soif d'égalité des droits et les aspirations à la démocratie active et à l'autogestion, dans l'internationalisme renouvelé et élargi qu'est l'altermondialisme. Mais les ruptures radicales avec le modèle de domination capitaliste ne se produiront pas sans l'affrontement inévitable avec les oligarchies financières. C'est donc bien la nature de cette crise qui justifie plus que jamais ce que nous appelons la synthèse du rouge et du vert associé au violet du féminisme: ce projet alternatif synonyme d'émancipation humaine ne peut ressusciter le vieux paradigme rouge des internationales ouvrières comme il ne peut se contenter de mettre en avant un paradigme vert aussi réducteur aujourd'hui que le vieux paradigme rouge du passé. Cette synthèse s'exprime déjà non seulement dans l'altermondialisme et les forums sociaux, mais dans de multiples mobilisations et dans les pratiques alternatives au Nord comme au Sud dans la cité, dans les domaines de la production comme de la consommation et du mode de vie. De l'irruption de l'altermondialisme aux Indignés, c'est bien une nouvelle culture politique qui s'exprime et qui, enrichie de l'accumulation d'apports théoriques multiples et d'expérimentations sociales diverses, contribue déjà à l'élaboration d'un nouveau projet.

La synthèse du rouge et du vert n'est la propriété de personne; l'expérience l'alimente elle-même, le combat syndical et associatif, dans ses dimensions alternatives, Y contribue; le croisement et le dialogue au travers de l'altermondialisme et des forums sociaux aussi.

Mais tout cela n'empêche pas la fonction spécifique d'une force politique rouge et verte, permettant d'exprimer dans le champ politique cette orientation et s'efforçant de contribuer à cette synthèse, s'enrichissant des expériences sociales, syndicales, associatives sans s'y résumer.

Crise globale, crise de civilisation; élaboration d'un projet alternatif; perspective d'une force rouge et verte: tout se tient, tels sont les enjeux articulés les uns aux autres.

PARTIE 2 DU TEXTE VOTÉ PAR LE CONGRÈS DES ALTERNATIFS

Pour le rassemblement de la gauche de transformation sociale et écologique et pour un pôle rouge et vert

Depuis leur fondation les Alternatifs, ont porté un triple objectif:

- . participer aux mobilisations pour la transformation de la société, et à l'élaboration d'un projet alternatif, rouge et vert, féministe et altermondialiste ;
- . construire une force politique rouge et verte large, démocratique, radicale et unitaire regroupant les Alternatifs et d'autres courants et secteurs militants;
- . contribuer à un large rassemblement de la gauche de transformation sociale et écologique,

Trois objectifs, pour une même stratégie.

Les Alternatifs se sont construits et agissent à partir des orientations suivantes:

- . La perspective d'un mouvement politique rouge et vert large: mémoire des luttes. mise en commun d'expériences et de forces, contribution à un projet autogestionnaire et écologiste, un « parti mouvement » perméable à toutes les formes de mobilisation et recherchant les convergences sociales et politiques les plus larges pour transformer la société;

Une stratégie que nous qualifions de « révolution longue » combinant participation aux mobilisations, expérimentation alternative, présence critique dans le champ institutionnel, pour une « guerre de positions » créant les conditions d'une rupture globale avec le système capitaliste;

Une vision de la transformation sociale et écologique reposant sur le primat de la démocratie active, de l'auto organisation des luttes dans une perspective autogestionnaire;

. Un projet s'enrichissant des apports de tous les mouvements d'émancipation, notamment le féminisme.

Ce socle fondateur s'est enrichi des apports d'une critique écologiste radicale, pour aboutir à la remise en cause du dogme de la croissance, et porter l'objectif de l'appropriation sociale non seulement dans une perspective autogestionnaire, mais aussi pour la reconversion de l'économie et sa relocalisation dans une nouvelle logique sociale et écologique. Pour nous, l'autogestion est le fondement d'une société d'émancipation. Aujourd'hui, même si elle s'exprime peu dans le champ classique de la politique, [l'aspiration autogestionnaire] resurgit avec une réelle acuité (notamment au sein de la jeunesse) et s'exprime avec une grande vitalité dans de nombreux réseaux et collectifs qui agissent dans des secteurs aussi divers que l'agriculture, l'alterconso m m ation, le secteur culturel, la reprise et la réorientation de la production sous forme coopérative, les organisations de chômeurs et précaires, les combats écologiques (gaz de schiste, grands projets inutiles, etc.), les groupes de réflexion sur la transition énergétique et les diverses expérimentations sociales.

Les expérimentations, les formes de lutte à caractère autogestionnaire, malgré leurs limites et leur fragilité, contribuent à l'accumulation d'expériences et de forces pour ouvrir des brèches dans le système et des perspectives d'émancipation vers un autre possible.

Les Alternatifs doivent y prendre part chaque fois que c'est possible en y apportant et en mutualisant leur expérience ou en leur apportant leur soutien.

Largement minoritaire au sein de la gauche antilibérale et anticapitaliste, notre orientation rencontre des aspirations réelles dans le champ social comme dans des secteurs syndicaux et associatifs.

Mais son développement est rendu difficile par le fort cloisonnement entre des pratiques et projets alternatifs concrets et notre tentative de les traduire dans le champ politique. Nous n'avons pas pu encore surmonter cette contradiction.

Surmonter le vieux clivage théorie! pratique, dépasser les cloisonnements est en effet un défi considérable. La récente Foire à l'Autogestion, à l'appel de nombreux collectifs et réseaux porteurs d'initiatives à caractère autogestionnaire et d'organisations libertaires, alternatives et se réclamant de la décroissance, et les différentes initiatives locales, illustrent le foisonnement d'un espace social autogestionnaire multiforme, et en même temps, la difficulté à construire plus de commun entre champs sociaux et champ politique.

Notre projet reste l'émergence d'un bloc social, politique et citoyen large contre le capitalisme et le productivisme. La traduction de ce projet dans les mobilisations sociales est possible, comme l'a prouvé par exemple le mouvement contre la réforme des retraites, alliant syndicats, associations et mouvements politiques, citoyen-n-es, militant-e-s ou non et dans la diversité des engagements. Elle l'est aussi dans les urnes, comme l'a démontré cette autre mobilisation large, contre le traité constitutionnel européen, en 2005. Elle s'est aussi exprimée sur les questions environnementales avec par exemple les batailles contre l'exploitation des gaz et huiles de schiste ou contre les OGM. Aujourd'hui, on la retrouve dans la mobilisation unitaire sur la santé.

Ces mobilisations ont en commun leur horizontalité, la pluralité des composantes organisées mais aussi cet élargissement indispensable au-delà des cadres militants habituels..

Cependant, si ces batailles ont été gagnées dans l'opinion, il y a pour la majorité des français une séparation entre les questions politiques et leur éventuelle traduction électorale et organisationnelle. Lutter contre cette séparation est un enjeu central. Il faut pour cela des alliances, des coalitions et des actions communes, qui doivent faire gagner en crédibilité ces mouvements: crédibilité dans leur capacité à concurrencer réellement « les partis de gouvernement », crédibilité à représenter une alternative de projet, crédibilité pour s'opposer efficacement aux politiques gouvernementales, crédibilité à sortir du modèle de société qui nous est imposé, crédibilité aussi à être réellement différent des autres, du « système ».

Nous portons nos exigences d'élaboration collective, ainsi que le refus de voir les partis comme fers de lance des mouvements sociaux. Nous travaillons à l'élargissement permanent des mouvements sociaux, tant dans leur composition que dans leurs revendications, mais aussi dans leurs potentialités radicales.

Pour ce faire il faut des outils: c'est en premier lieu à notre propre organisation que cette nécessité s'impose tant pour être en capacité de se développer et de peser face à nos interlocuteurs, que pour développer analyses, pratiques et actions qui rendent crédibles ces exigences.

Formons-nous, mettons en place l'échange des savoirs, faisons en sorte que chacune soit suffisamment armé-e. Multiplions les expériences alternatives, allons à la rencontre des gens, développons des cycles de conférences, organisons des débats, investissons les nouvelles technologies de la communication, essayons, trompons-nous, inventons.

Les Alternatifs poursuivront leur travail d'élaboration (notamment dans le cadre des commissions du mouvement ou lors des journées thématiques et de l'université d'été), avec l'ambition de faire bouger les lignes en vue d'une politique de réduction massive du temps de travail, d'une écologie anticapitaliste, d'une sortie du nucléaire, de l'appropriation sociale et de l'expérimentation autogestionnaire.

Ce travail passe par le maintien ou le développement de leurs moyens et supports d'action (locaux, presse, autocollants, tracts, supports informatiques...).

Notre investissement dans les mobilisations « classiques » ne sera pas antinomique avec l'engagement pour la création d'entreprises coopératives, de circuits courts d'achats, de projets agricoles ou urbains alternatifs, ou la participation à des réseaux et actions de solidarité concrètes pour le droit au logement, aux soins, à l'éducation, tout comme avec les luttes des jeunes issus de l'immigration postcoloniale, des immigré-e-s et des peuples qui luttent pour leur libération. Dans toutes ces mobilisations, nous agirons pour construire chaque fois que c'est possible un bloc politico-social et citoyen large sans hiérarchie ou répartition des rôles entre les composantes, selon notre conception de parti-mouvement.

Ce projet, ces engagements ne sont pas des suppléments d'âme, mais le socle d'un processus de réelle transformation de la société.

Les Alternatifs participeront, sans exclusives aux élaborations, débats et initiatives allant dans le sens de l'alternative autogestionnaire et écologiste, avec les partenaires de la gauche alternative engagés dans le Front de Gauche, comme avec les courants de l'objection de croissance, anticapitalistes, et libertaires.

La convergence alternative de gauche

Les Alternatifs réaffirment leur volonté de construire avec d'autres courants, une force rouge et verte, autogestionnaire et féministe, large et démocratique. Les liens construits avec le courant unitaire du NPA puis avec la GA ont permis de constater des convergences tant sur le plan de la stratégie que sur celui de la nouvelle synthèse du rouge et du vert. Le débat doit se poursuivre avec cette organisation comme avec d'autres courants et militant-e-s (syndicaux, écologistes, féministes, antiracistes, ...), présents ou non dans le Front de Gauche et qui ont entrepris un travail en commun dans le cadre de l'appel Médiapart.

La plupart de ces courants et militant-e-s s'inscrivent désormais dans une logique articulant étroitement transformation, enracinement et élargissement du Front de Gauche et construction d'un pôle ou « 3e pilier » que nous qualifions pour notre part d'alternatif.

Le débat est cependant loin d'être clos avec des secteurs, entre autres au sein de la Fase ou des communistes unitaires, qui jugent possible une évolution du Front de Gauche vers un « parti-creuset ». Nous ne partageons pas cette hypothèse eu égard aux perspectives du PCF et du PG comme aux divergences existant avec ces partis, mais partageons des exigences de démocratie et d'enracinement social.

Pour les Alternatifs, le regroupement d'une gauche alternative se réclamant du rouge et du vert, du féminisme, de l'autogestion, de l'altermondialisme, est indispensable. Ces références ne vont pas de soi dans l'ensemble de la gauche de transformation sociale et écologique et constituent une culture politique spécifique, distincte des références communistes, républicaines/socialistes de gauche ou écologistes de gauche. Les Alternatifs ne peuvent préjuger des formes que prendra le pôle rouge et vert, ils sont prêts à tous les échanges et initiatives communes qui permettront d'avancer dans ce sens, avec une première exigence: celle d'une démocratie qui concilie le dire et le faire.

Pour nous, une organisation radicalement nouvelle doit pratiquer une véritable démocratie interne, ce qui implique un travail important pour garantir les processus d'élaboration commune, l'expérimentation, le respect de ses minorités, et le droit des militant-e-s à l'objection individuelle ou collective comme le prévoient les statuts des Alternatifs, le fédéralisme, la décentralisation de ses instances, le pluralisme, la bienveillance et la transparence. Cela nécessite aussi un travail volontariste pour intégrer réellement, au sein de cette organisation politique, les jeunes, les classes populaires, les immigré-e-s, enfants d'immigrés, et tous ceux que les partis - même de gauche, même de la gauche de la gauche - ont tant de mal à intégrer. Cela signifie aussi une parité dans les structures internes et une vigilance permanente face à l'habitus phalocrate.

Il faut aussi repenser la place d'une organisation politique dans la société, ses liens avec les mouvements sociaux ou les enjeux sociétaux. Si la structure Parti peut garantir la démocratie interne, elle doit être croisée avec l'ouverture de la forme mouvement.

Un parti mouvement doit être en capacité de ne pas sacrifier l'intérêt collectif aux intérêts d'appareil, ni s'imaginer comme représentant des mouvement! sociaux, comme leur traduction électorale ou leur fer de lance. Il doit cependant se donner des objectifs de construction, dans la durée, des moyens pour les luttes et la capacité de les croiser et les lier.

Pour le rassemblement de la gauche de transformation sociale et écologique

Un tel rassemblement est nécessaire pour faire entendre à une échelle de masse une autre voix à gauche, alternative au social-libéralisme: ce fut par exemple le sens de notre engagement dans la campagne du « Non de gauche» en 2005 et ensuite dans les collectifs antilibéraux.

La construction de rassemblements larges, politico-sociaux et citoyens en soutien aux mobilisations, est un premier objectif, l'unité contre le traité européen d'austérité en est un exemple.

La construction de cadres unitaires pérennes de la gauche de transformation sociale et écologique, au delà des fronts communs conjoncturels dans les mobilisations, est également une orientation fondamentale.

Elle ne peut pas plus conduire à renoncer à notre projet autogestionnaire qu'à n'envisager cette unité pérenne que sur nos propres orientations, au risque de l'isolement.

La période qui s'ouvre est incertaine et porteuse de tous les dangers et de tous les espoirs. L'offensive néo libérale s'accroît, le PS au pouvoir n'apporte aucun élément de réel changement ni a fortiori d'alternative, le discrédit du politique risque de s'accroître encore, et le danger FN est bien présent.

La résistance et l'alternative passent par [a mobilisation sociale et écologiste, la construction d'un pôle Rouge et Vert et par la constitution de blocs politiques de [a gauche de gauche, regroupant des forces antilibérales, réformistes de gauche, alternatives, anticapitalistes. De tels blocs existent par exemple en Grèce ou au Portugal, avec l'objectif de devenir majoritaires. De ce dernier point de vue, la pérennisation et l'élargissement progressif; du Front de Gauche est une donnée majeure de la gauche de transformation sociale et écologiste. Les interrogations quant à son attitude et au maintien de son unité face à un gouvernement PS ont reçu de premières réponses avec la non participation gouvernementale même si le positionnement de certaines de ses composantes par rapport au Gouvernement Hollande-Ayrault demeure ambigu.

Le départ de la Gauche Anticapitaliste du NPA et son entrée dans le Front de Gauche a renforcé, comme par ailleurs la présence d'autres courants et militant-e-s des combats d'émancipation au sein de ce front, la perspective de construction d'un pôle de gauche alternative et écologiste. La démarche « tous ensemble» porte l'espoir d'un changement d'échelle pour cette gauche.

Un front n'est pas un mouvement politique unifié et encore moins un parti, mais un rassemblement qui permet de construire du commun dans le respect de la diversité des composantes politiques.

Les Alternatifs ont voté majoritairement pour participer au Front de Gauche.

L'analyse que nous faisons de cette situation globale nous amène à cette décision: face à l'approfondissement et l'aggravation d'une crise multiforme, l'urgence aujourd'hui est de faire front ensemble, comme en Grèce ou au Portugal, pour disputer l'hégémonie à gauche au social-libéralisme et porter une alternative unitaire. D'autant qu'une bataille vitale est engagée contre Droite extrême, et Extrême-droite.

Nous y participerons pour contribuer à sa construction, son élargissement, son enracinement démocratique, sa participation aux mobilisations sociales, écologistes, altermondialistes, antiracistes, démocratiques, féministes et internationalistes. Nous y défendrons notamment:

- . un processus constituant visant une démocratie active (articulation entre les démocraties représentative et directe à tous les échelons, révocabilité, non cumul et limitation dans le temps des mandats, référendums d'initiative populaire, ...),

- . une alternative écologiste radicale et la remise en cause de la logique productiviste (arrêt du nucléaire, reconversion écologique de l'industrie, transition énergétique diversifiée, etc.),

l'appropriation sociale et la socialisation des services publics, leur démocratisation, leur extension, le refus de la marchandisation des biens communs (eau, déchets, assainissement, ...)

- . le soutien aux reprises d'entreprises par les travailleurs et travailleuses,

- . la réduction massive du temps de travail avec les embauches correspondantes,

- . la lutte contre la précarité et le chômage,

- . le retour au droit à une retraite décente à 60 ans,

- . la lutte pour l'égalité hommes/femmes,

- . l'égalité des droits contre toutes les formes de discriminations, et notamment la ségrégation spatiale et raciale des quartiers populaires,

- . la promotion des langues et cultures régionales,

- . la solidarité entre les peuples et l'opposition aux politiques néocoloniales,

le développement d'alternatives concrètes et d'expérimentations écologiques et sociales,

. les pratiques militantes innovantes et anti-autoritaires.

Les Alternatifs participeront aux instances nationales du Front de gauche et à ses fronts thématiques où ils seront force de proposition. Ils contribueront au développement d'assemblées citoyennes de base (locales ou par secteur d'intervention), ouvertes aux engagements écologistes, féministes, solidaires, antiracistes, lieux de libre débat et de construction unitaire dans les luttes comme dans les urnes.

Ils défendront l'articulation entre

. le renforcement et la démocratisation des structures de base du Front, par la reconnaissance des adhésions individuelles,

. la construction des réponses politiques à porter ensemble dans la société,

la participation de courants et organisations politiques divers dans le respect de leur apport et de leur expression spécifiques.

Ils porteront une vision du front visant à sa participation aux mobilisations dans un rapport non substitutif et non hiérarchique avec les mouvements sociaux, comme aux combats électoraux en indépendance vis à vis du PS.

Ils y contribueront à la convergence d'une gauche alternative et écologiste. Les Alternatifs travaillent à la constitution d'un pôle rouge et vert, féministe, autogestionnaire et altermondialiste. Des militant-e-s et courants pouvant se situer dans cette perspective se retrouvent au sein du Front de Gauche, beaucoup sont partie prenante de la démarche Tous Ensemble (Appel Mediapart).

La vérification des convergences se fera dans l'action, comme par le débat, dans le cadre de « Tous Ensemble' » ou dans les échanges entre courants, les Alternatifs y participeront activement.

Les Alternatifs porteront dans tous les cadres d'action et de débat, sans exclusives, leurs orientations :"" : en terme de stratégie: pour un bloc politico-social et citoyen pour l'alternative, l'articulation entre cette construction politique, les expérience alternatives concrètes, les mobilisations sociales et l'auto organisation;

. en terme de projet: dans ses dimensions radicalement autogestionnaire, féministe et écologiste;

. en terme d'organisation: pour un partimouvement, intellectuel collectif, outil pour les luttes, exigeant en terme de démocratie interne.

Les Alternatifs participeront au Front de Gauche en conservant leur indépendance et leurs moyens d'intervention.

Ils porteront leurs orientations dans le cadre unitaire du Front de Gauche comme dans toutes les mobilisations et les débats pour la transformation sociale et écologique et ce, avec des objectifs stratégiques clairs. Leurs références solidaire, écologique, féministe et autogestionnaire et leur orientation politique demeurent inchangées.

Ils poursuivront leur action pour l'alternative écologiste et autogestionnaire. Les Alternatifs s'investiront dans des luttes sociales, écologistes, féministes, antiracistes pour y défendre une alternative unitaire, et contribuer à leur auto-organisation et à leur convergence.

Ils seront présents dans le champ électoral et institutionnel en cohérence avec leur projet, contre la droite et l'extrême droite et pour renforcer un bloc unitaire alternatif au social-libéralisme.

Contribuer à l'unité large contre la droite et (l'extrême droite, en opposition et alternative au social libéralisme, et développer la perspective autogestionnaire et écologiste: c'est en articulant ces deux démarches que les Alternatifs joueront pleinement leur rôle.

Le suivi de cette double démarche sera assuré par nos instances locales et nationales, et une évaluation en sera faite dès notre prochain congrès

(contribution au débat)

VERS UNE RECONVERSION ECOLOGIQUE DE L'ECONOMIE ET DE LA SOCIETE

Les Alternatifs contribuent à faire avancer la reconversion écologique de l'économie et de la société dans une perspective antiproductiviste, anticapitaliste et autogestionnaire . Nous sommes face à un système qui pollue, marchandise les biens communs, dévalorise le travail, aliène les consommatrices et les consommateurs... Avec le "capitalisme vert", désormais avec "l'économie verte"(voir encadré en fin), le système en place essaie de transformer à son avantage la crise écologique, provoquée et prolongée par lui. Ce faisant, il n'apporte pas la bonne réponse ni pour l'humanité ni pour la planète; au contraire, il nous éloigne de la solution.

L'aggravation de la crise écologique et de ses conséquences sociales dans chaque pays comme au niveau planétaire, impose de mettre en place un nouveau modèle économique remplaçant le système capitaliste et construit en rupture avec le modèle productiviste et la société de consommation.

Il s'agit de réaliser une reconversion écologique de l'économie dans sa globalité et dans chaque secteur de production et d'échange: énergie, industrie, agriculture, distribution, aménagement et urbanisme. Dans ses trois composantes (production, consommation et échange), le système économique à construire doit répondre aux objectifs suivants ¹:

- satisfaction prioritaire et totale des besoins humains fondamentaux alimentation, formation, logement, santé, culture;
- limitation des autres productions avec priorité pour les biens et services améliorant les conditions de vie et de travail, recherche d'un usage collectif et économe des biens durables (transport, logement, équipements culturels et touristiques, ...) et. accès le plus équitable possible de tous aux biens et aux services;
- répartition harmonieuse de la production sur tout le territoire;
- . recherche avec les pays voisins et amis de formes de coopération et d'échange répondant aux critères ci-dessus pour chaque pays concerné.

Ces orientations pour un «*alterdéveloppement*» (idem) permettent de répondre à la question de l'évolution de la production et de la répartition des biens ou de la richesse en dépassant les débats entre décroissance et type de croissance, en s'inscrivant dans une recherche de sobriété.

Réaliser cette conversion écologique, entendue comme un autre système économique, implique bien sûr une transition permettant de construire progressivement les conditions politiques, sociales et économiques, d'une telle transformation de la société. Cette transition doit notamment permettre l'affaiblissement progressif du système en place. Elle constitue donc un processus en vue de la réalisation d'un projet, processus et projet étant dialectiquement liés, chacun déterminant l'autre de façon évolutive au fur et à mesure des conquêtes et de l'avancement du projet.

Après l'évocation de quelques orientations pour la transition, sont développées (en 2) des pistes thématiques ou sectorielles relevant soit du projet, soit de la transition, soit encore de la conversion aboutie, pour évoquer (en 3) sur quelques exigences pour la période actuelle.

1.voir p 40 de «*Propositions pour une économie autogestionnaire, contribution au projet politique des Alternatifs*» ; groupe de travail sur l'économie des Alternatifs. 54 p, brochure disponible au siège et sur le site www.alternatifs.org.

1. Quelques orientations pour la transition écologique et sociale

1.1 Cette transition implique à la fois et de façon articulée:

- des changements politiques et réglementaires marquant une rupture, par exemple en matière d'énergie, de politique économique (aides aux entreprises en conversion, recherche ...)
- la constitution progressive d'un fort mouvement social réunissant des travailleurs avec des citoyens/consommateurs et liant objectifs sociaux et écologiques; ce mouvement suppose la combinaison d'organisations proposant et défendant une politique et un ensemble de pratiques collectives dans les territoires et les entreprises ou services;
- une intervention, avec du capital socialisé, dans les secteurs clefs pour constituer des unités productives favorables aux nouvelles orientations, unités relevant de l'économie sociale et solidaire (ESS) ou autres. Cette intervention implique bien sûr une évolution du système financier.

L'articulation de ces trois éléments doit permettre:

- d'engager l'élaboration du projet et démontrer rapidement qu'une reconversion est possible dans l'intérêt du plus grand nombre;
- d'aller rapidement au delà du seul développement des façons de produire et de consommer d'emblée inscrites dans un projet de reconversion: par exemple, il ne suffit pas de favoriser le développement des circuits alimentaires courts avec du bio ; il faut aussi faire évoluer les entreprises en amont et en aval de l'agriculture pour favoriser l'évolution d'un grand nombre de producteurs et de consommateurs.

1.2 Cette transition exige une planification écologique souple et décentralisée:

. En effet, ces trois changements doivent être réalisés en fonction de priorités définies politiquement, socialement, techniquement et économiquement; ils doivent progressivement concerner tous les aspects du système productif (produits, technologies, investissements, emplois, organisations), des échanges, de la consommation et de l'organisation territoriale (aménagement et urbanisme). La planification écologique au sein de la planification générale est donc indispensable. On ne peut limiter l'écologie à la seule relation, «humanité et nature». Cette relation est importante dans la construction du mouvement social - il nous faut effectivement (*changer notre rapport au monde*) - mais oublier les conditions productives, traduisant ce changement, conduirait à un idéalisme inefficace, donc dangereux.

. Il ne peut bien sûr s'agir d'une planification centralisée et rigide (« à la soviétique») :

- les notions de priorité et de progressivité seront d'application souple, en fonction d'opportunités (reprise de capital..., mouvement social fort) ou de nécessité : besoin à un moment donné d'un ensemble de nouvelles règles pour marquer une rupture sur la base d'un rapport de force favorable ou pour le créer.. Cette souplesse ne peut cependant ignorer certaines nécessités ou priorités comme d'un côté l'énergie en tant que secteur déterminant, l'agriculture et l'alimentation de l'autre, où les changements en cours peuvent être amplifiés par les politiques publiques et par le mouvement social articulant équité/santé/écologie/emploi.

- la planification devra donc être souple pour intégrer les questions de rythme. Surtout, elle devra être largement décentralisée et dialectique pour intégrer au mieux les revendications et propositions élaborées dans les quartiers, les entreprises... Mais cette planification souple et décentralisée devra également tenir compte du caractère systémique de la transition écologique, y compris dans certains cas, de ses aspects contradictoires au sein des couches populaires. Cette planification devra donc, à divers titres, être à la fois «technique» (écologique, économique, technologique) et politique. Elle devra aussi prendre en compte l'évolution de la productivité générée aux plans micro et macro économiques par les mutations nécessaires. Elle ne peut donc être seulement un ensemble de propositions sectorielles ou locales issues du «bon peuple» et (ou) de la technocratie.

2. exemples d'orientations sectorielles pour la transition et la conversion:

2.1 Conversion énergétique:

- impulser rapidement un changement significatif en matière de politique énergétique, avec comme objectif la sortie rapide du nucléaire, civil et militaire; à court terme, il s'agit, en France, de fermer définitivement les 21 réacteurs ayant atteint l'âge de 30 ans, nécessité rendue plus immédiate encore par la catastrophe de Fukushima et les multiples incidents et facteurs de risque que connaît le parc nucléaire français. C'est un objectif réaliste, pouvant être mis en oeuvre en mobilisant des capacités de production sous utilisées en lien avec d'autres axes de la conversion énergétique:

- arrêter l'exploration et l'exploitation des gaz et huiles de schiste,

- accroître l'efficacité et la sobriété énergétiques et promouvoir les énergies alternatives,

- interdire la production et l'emploi des agrocarburants, notamment importés.

2.2 Conversion industrielle

Dans ce cadre, les forces de la gauche de transformation sociale et écologique doivent réfléchir aux conditions de la transition de l'économie capitaliste actuelle vers une économie garantissant la satisfaction des besoins sociaux et économiques dans le respect de la planète. Il s'agit en particulier de favoriser la sobriété, dans le choix des technologies comme dans les comportements des consommateurs. L'enjeu prioritaire est de réaliser la conversion de secteurs industriels dommageables sur un plan écologique, par exemple l'armement, l'énergie et l'automobile. La création d'un fonds national de reconversion industrielle paraît indispensable.

Son efficacité dépendra à la fois du montant de ses ressources et d'une bonne anticipation des besoins de reconversion, par exemple par la planification évoquée en 1.2

Les travailleurs des secteurs en conversion ne doivent pas pâtir de cette réorientation de l'économie. Ils doivent bénéficier d'une «sécurité professionnelle» avec formation pour les filières et technologies industrielles plus vertueuses sur le plan environnemental et correspondant aux besoins prioritaires et démocratiquement définis.

2.3 Conversion agricole et alimentaire

Ces deux domaines sont au coeur des objectifs écologiques et sociaux de la transition. Il faut cependant prendre en compte les nombreuses difficultés de cette transition en raison du poids du capitalisme dans l'ensemble du système alimentaire et de la logique productiviste d'une grande partie des systèmes agricoles; l'agriculture paysanne et autre agriculture familiale durable, à favoriser, sont en effet minoritaires. L'amélioration de l'agriculture et de l'alimentation concerne l'ensemble de l'agriculture et pas seulement les filières labellisées et les formes innovantes (circuits courts ...). Ainsi, pour revenir à une agriculture et une alimentation socialement et écologiquement satisfaisantes², il faut à la fois: ~

- fixer des objectifs précis et ambitieux ni (bien davantage que le Grenelle) en matière de règles de production, en favoriser ou en contraindre l'application, développer la recherche publique et les moyens d'information/formation, en lien avec l'enseignement;
- imposer des changements aux entreprises d'amont et d'aval (commerce inclus), y compris avec constitution d'entreprises avec capital socialisé;
- limiter la concentration des exploitations par une politique foncière contraignante et par un régime d'aides publiques adapté, dans le cadre d'un système de prix rémunérateurs associé à un objectif de maintien des emplois et de durabilité

² La tâche sera rude car au delà de faire plier le capitalisme à l'amont et à l'aval, le passage d'ici 2050 à une agriculture fonctionnant à 50 % en AB et à 50 % «en agriculture durable" (contre environ respectivement 5 % et 15 % actuellement) et à un régime alimentaire beaucoup plus sobre, ne permet de réduire que de 50 % le volume de GES émis, alors qu'il serait souhaitable de le réduire de 75 % ; scénario AFTERRRES 2050 ; SOLAGRO, www.solagro.org.

- Favoriser l'évolution des comportements alimentaires et l'accès de toutes et tous à une alimentation de qualité.

Cette politique doit être traduite à l'échelle régionale, par exemple pour sortir du productivisme en Bretagne et dans le bassin parisien. Toutes ces évolutions dépendent largement d'une autre politique agricole européenne mais d'importantes marges de manoeuvre existent au plan national; elles doivent être rapidement mises en oeuvre avec les paysans et les consommateurs. De même, au niveau international, la conquête de la souveraineté alimentaire, inexistante actuellement en raison des règles commerciales et du poids des firmes, peut commencer par des décisions prises avec d'autres pays, en dérogation aux règles de l'O.M.C.

Conversion des transports et de la distribution

Il faut inverser la tendance actuelle du capitalisme dans les différents segments des biens de consommation finale, alimentaire et autres: réaliser «son» marché à l'échelle mondiale avec les grands groupes de la production et de la distribution pour produire au moindre coût et avoir la plus grande masse de consommateurs. Il faut aussi casser notre propre système de distribution, fondé sur les grandes surfaces appartenant à quelques groupes, système qui fait pression sur les producteurs et impose un mode de consommation inadapté. Par ses flux tendus et son mode d'approvisionnement, ce système multiplie les transports et accélère les délocalisations, détruit les systèmes locaux de production et d'échange :commerce de proximité ...).

.Déconstruire ce système et en construire un autre constituent des opérations complexes et difficiles tant ces secteurs sont constitutifs du capitalisme néolibéral mondialisé. Là aussi, l'extension des alternatives actuelles (circuits courts alimentaires, commerce équitable aux différentes échelles, ...), le développement de nouvelles pratiques individuelles ou de groupe, aussi nécessaires et intéressantes soient-elles, ne peuvent suffire. Certes, il faut favoriser les pratiques alternatives et les comportements vertueux, via notamment la restauration collective, mais il faut en même temps interdire aux grands groupes certaines pratiques d'achat, de concentration, de marges. Il faut aussi, comme indiqué à propos de l'industrie, attaquer le système au cœur en développant des formes socialisées d'entreprises de production et d'échange.

2.5 Conversion en aménagement du territoire et en urbanisme.

Dans ce domaine, les évolutions semblent plus faciles en raison du poids des politiques publiques et du rôle possible des citoyens. Mais le poids de la matérialité est très grand: coût et durée de vie du bâti, caractère structurant des infrastructures, prégnance de la voiture, trop fortes ou trop faibles densités de l'habitat...

Les enjeux, à l'articulation du social et de l'écologique, sont très importants: désegréguer la ville, construire de nombreux logements, améliorer l'habitat existant, aux plans énergétiques et autres, renforcer les services publics en zones rurales et urbaines. Il faut aussi mieux répartir les productions en lien avec la conversion de l'industrie, de l'agriculture de la distribution, protéger les ressources (sols, eau, milieux). Autant de chantiers, conditions et résultats de la conversion écologique, à mener en donnant toute leur part aux citoyens-producteurs consommateurs-habitants et à leurs organisations, locales ou non. La démarche «villes en transition» (ou territoires) peut constituer un appui intéressant à condition de bien articuler questions sociales et écologiques avec les couches populaires.

3. La période actuelle implique de s'organiser et de se mobiliser:

3.1 Se mobiliser sur trois axes...

- pour prendre en compte, à toute échelle, les conséquences sociales (niveaux de pollution et de risque, perte d'emploi, de pouvoir d'achat, conflits pour l'appropriation des matières premières ...) des dérèglements écologiques et élaborer démocratiquement des alternatives qui répondent effectivement à ces inégalités. Il s'agit ainsi de contribuer à associer une majorité de travailleurs, de consommateurs, de citoyens, ici et dans un grand nombre de pays, à la construction d'un projet écologique et solidaire, fondement d'une stratégie antiproductiviste et anticapitaliste.
- pour mener des luttes et participer à des alternatives combinant ces deux orientations avec la recherche de mises en place de formes autogérées dans les débats et dans les organisations de production et d'échange. De telles formes doivent favoriser le dynamisme et l'innovation des forces populaires dans leur démarche anticapitaliste à court terme.
- pour dénoncer, par nos positions et par nos luttes, la poursuite des pratiques capitalistes dans la production, les échanges et les discours, y compris celles relevant du capitalisme «vert» (voir encadré) avec maintien des mêmes objectifs de profit, du technicisme des indicateurs et des propositions. Cette forme de capitaliste et les entreprises qui le composent ne remettent pas en cause l'actuel modèle de production et le renforcent agrocarburants, nucléaire, ... au lieu d'une alternative énergétique. Plus récemment, la stratégie «d'économie verte» s'avère encore bien plus dangereuse. Cette poursuite du système capitaliste conduit à l'aggravation de la crise écologique tout particulièrement aux dépens des pays et des groupes les plus menacés. comme à l'échec des négociations internationales (Copenhague, Rio 2012...), aux trois ans de reculades dans l'application des faibles propositions du Grenelle.

3.2 tenir compte de deux exigences:

- veiller à ce que les initiatives relativement aisées dans des secteurs où l'autonomie des producteurs et des consommateurs vis-à-vis des forces capitalistes est forte (circuits courts alimentaires, fonctionnement urbain ...) soient confortées et pérennisées par des initiatives dans des secteurs directement dominés par les formes capitalistes de la production et de la finance, aidées par les technostructures (automobile, énergie ...). Il faut aussi que chaque groupe, y compris le nôtre, traduise dans ses choix concrets le refus des modèles et comportements dominants (consumérisme, gaspillages). Ces initiatives concrètes doivent être des vecteurs de mobilisation des forces alternatives et d'affaiblissement du système.
- participer à un projet politique émergeant au sein d'un front politique et syndical large, porté par lui dans les luttes et, au plan plus politique, par une gauche de transformation sociale et écologique.

Au sein de l'ensemble de cette gauche et du courant de la gauche alternative, les Alternatifs y contribuent dans les luttes (opposition au projet d'aéroport de Notre Dame des landes, au nucléaire, aux OGM, inscription dans des projets alternatifs, ...) et dans une réflexion militante sur la question de la conversion écologique. Le travail d'élaboration de critiques des choix actuels et de propositions alternatives reste essentiel après les dernières élections ³.

La conversion écologique implique donc une dure bataille qui nécessite, dès la phase de transition, de favoriser et de multiplier les alternatives déjà en place ou à venir mais aussi de s'attaquer, par des règles et par des investissements, au cœur du système pour l'affaiblir et le remplacer. Il faut aussi un projet politique porté par un fort mouvement social et politique.

Commission économie et social des Alternatifs

1. voir p 40 de «Propositions pour une économie autogestionnaire, contribution au projet politique des Alternatifs» ; groupe de travail sur l'économie des Alternatifs. 54 p, brochure disponible au siège et sur le site www.alternatifs.org.

2. La tâche sera rude car au delà de faire plier le capitalisme à l'amont et à l'aval, le passage d'ici 2050 à une agriculture fonctionnant à 50 % en AB et à 50 % «en agriculture durable" (contre environ respectivement 5 % et 15 % actuellement) et à un régime alimentaire beaucoup plus sobre, ne permet de réduire que de 50 % le volume de GES émis, alors qu'il serait souhaitable de le réduire de 75 % ; scénario AFTERRRES 2050 ; SOLAGRO, www.solagro.org.

3. Ce travail ne doit pas faire l'économie d'une analyse approfondie des programmes existants, notamment de celui du Front de gauche pour la présidentielle, dont le contenu, vu notamment du côté de l'agriculture, ne permettait pas une réelle transition.

³ Ce travail ne doit pas faire l'économie d'une analyse approfondie des programmes existants, notamment de celui du Front de gauche pour la présidentielle, dont le contenu, vu notamment du côté de l'agriculture, ne permettait pas une réelle transition.

A PROPOS DU CAPITALISME « VERT » ET DE « L'ÉCONOMIE VERTE »

Pour certains le capitalisme «vert» peut contribuer à la transition écologique. Nous sommes radicalement opposés à cette vision pour deux raisons:

- même «vert», ce capitalisme reste capitaliste : les entreprises influencent, souvent déterminent, les façons de produire, les choix de production, les modes alimentaires (pour l'agriculture), donc les rapports de prix, les évolutions de structure; le système conserve sa logique de profit associée à la non prise en compte des coûts « externes » et ses objectifs de marchandisation maximale de formatage et de pression (publicité, lobbys ..).

-si le «verdissement» est souvent appréhendé comme une «bonne» solution à la crise en offrant une nouvelle base d'accumulation, elle-même favorable à l'amélioration de la situation énergétique, voire écologique, cette base en favorisant le système ne peut, à terme, que s'avérer contradictoire avec une transition et une conversion écologique et sociale.

Actuellement, le capitalisme vert se développe principalement dans le champ de l'énergie: côté production avec de nouvelles technologies (comme pour l'éolien offshore) ou de nouvelles ressources (gaz de schiste, agrocarburants) et côté de l'usage (voitures basse consommation, voiture électrique...). le traitement de l'eau et des déchets et des pollutions qu'il produit constitue aussi un enjeu économique extrêmement important dans un contexte de fort développement et de marchandisation par des entreprises privées sur financement en partie public au cœur d'un processus de financiarisation de ces activités y compris avec opposition à l'évolution vers un droit protecteur pour l'eau Par contre il se protège au maximum côté changement climatique, soit en créant de nouveaux produits marchands (marché carbone) soit en freinant au maximum l'application des recommandations du GIEC.

Certes, ce capitalisme rencontre, au delà de sa contradiction de fond entre finitude des ressources et productivisme, des limites concrètes: montant des investissements, possible baisse de rentabilité. Mais il serait dangereux de compter sur ces limites pour penser que ce capitalisme peut être provisoirement bénéfique sans dommage à plus long terme.

La dernière manifestation de cette dangerosité du système est l'offensive lancée lors du dernier sommet de Rio autour de «l'économie verte» : pour sauver les ressources écologiques et leurs services, il est proposé de leur donner un prix et ainsi rendre possible leur marchandisation et en faire une source de profit. Ainsi, au lieu d'être protégée et valorisée aux différentes échelles par une projection/gestion publique des biens communs, la nature se trouverait incluse dans l'ensemble des processus économiques marchands et capitalistes: appropriation par des agents privés, investissements, création de valeurs, spéculation... la crise écologique est bien au cœur du système mais celui-ci tente de s'en sortir en développant une stratégie exactement opposée à celle nécessaire pour l'humanité et pour la planète.

Ne nous laissons pas manipuler par le verdissement du vocabulaire.